Appel à contributions

**Les chercheurs en sciences sociales au XXIème siècle :**

**Sujets, institutions, gouvernance, politique**

Journées d’étude

8 et 9 novembre 2017

Axe « Travail, Finance, Globalisation »

UMR CESSMA (Université de Paris 7 Diderot, IRD, INALCO)

Bâtiment Olympe de Gouges (salle M019)

rue Albert Einstein, 75013 Paris.

Depuis leur naissance les sciences sociales s’interrogent sur leur fonction, leur rôle, leur rapport au politique (le politique, les politiques, la politique), leurs logiques, l’ensemble de ces questionnements étant regroupés sous le chapeau de problématiques épistémologiques, aux accents plus ou moins théoriques ou situés, concrets, appréhendés en termes d’objets et de disciplines. Les dernières décennies ont vu la recherche intensément mise à l’épreuve par des questionnements renouvelés, principalement sous deux angles : des réflexivités internes qui par leur engouement pour la spécification ne sont pas exemptes des travers égologiques, des modes normatifs d’engagements de plus en plus valorisés publiquement, et relativement à l’écart des insertions institutionnelles du chercheur. Il s’en est suivi la genèse d’épistémologies partielles, requalifiées de divers attributs (féministe, minoritaire etc.), signant sans le vouloir l’abandon d’une épistémologie globale. Rappelons que les courants dits « critiques » avaient exemplifié la perspective d’une épistémologie « totale » au XXème siècle, en s’arrimant, au plan philosophique, principalement aux grandes remises en cause dans l’intelligibilité des sujets et des sociétés provoquées par le marxisme et la psychanalyse. Les différents courants qui se sont affirmés sous la dénomination d’analyse institutionnelle, et qui se sont appliqués dans des champs aussi divers que l’université et le thérapeutique à partir des années 1950, ont par la suite contribué de façon importante à l’actualisation des questions sur la nature de la « science », le plus souvent en termes de contraintes de la « demande sociale »

Dans le contexte actuel, marqué par des processus de globalisation financière, politique, numérique qui tendent à marchandiser les dynamiques intellectuelles, renversant ce faisant leurs intentionnalités, comment peut-on repenser de façon incisive les fonctionnements de la recherche ? Il faut en effet saisir toutes les conséquences épistémiques des processus de métamorphose de l’idéologie de marché en paradigmes de la recherche : ainsi l’individu serait libre, libéral, voire libertarien, nécessairement consentant dans une vie faite de contrats de toutes sortes, doté de droits fragmentés et démultipliés, amené à élaborer sa subjectivité sur le mode des disruptions qui constellent les rapports sociaux.

Nous souhaitons engager un débat collectif qui s’attache à décrypter les enjeux – nouveaux, inédits ou reproduits – de la situation présente qui a pour caractéristique d’être placée sous l’égide d’une gouvernance estimée nécessairement « bonne », comme les éthiques qu’elle met en avant, l’ensemble étant de plus en plus revendiqué par un grand nombre de chercheurs, convaincus des bienfaits de ce qu’on dénomme « le privé », l’entreprise, la philanthropie, et tous les emblèmes du capitalisme ainsi moralisé.

Les axes qui peuvent nourrir ces débats sont nombreux, mais au-delà de leur pluralité, il nous semble important que les contributions ambitionnent de se placer dans une épistémologie totalisante, qui évite les fragmentations usuelles des sempiternelles analyses dites réflexives et engagées dans les méandres de la restitution. Il s’agit d’appréhender dans une même vision les effets à la fois objectifs et subjectifs, matériels et imaginaires, des dominances idéologiques et de leurs déterminations concrètes.

Les contributions pourront entre autres s’interroger sur les points suivants :

* Le sujet chercheur face à quel type de sujet interlocuteur ? Quelles sont les constructions subjectives en présence ? Comment se croisent–elles ? Comment s’imbriquent-elles ? Quelles conceptions de la subjectivité sont mises en œuvre de façon processuelle ?
* Le sujet chercheur face à l’institution  et aux institutions emboitées dans la configuration politique dominante marquée entre autre par l’évaluation, auréolée des valeurs de transparence et de performance.
* Le sujet chercheur face aux thématiques imposées ou choisies dans leur rapport politique (par exemple les Objectifs Du Développement Durable dans le domaine du “développement”)
* Le sujet chercheur face aux évolutions idéologiques générales et sectorielles et à leur deux pôles hégémoniques actuels imbriqués : politiques d’identité (femme, homme, LGBT, minorités, ethnicité) et finance.

**Organisation :** Pascale Absi, Isabelle Guérin, Monique Selim

**Les propositions de communication, sous forme de résumé ou de texte complet, sont à envoyer avant le 1er septembre 2017 à :**

Pascale.absi@ird.fr – monique.selim@ird.fr – Isabelle.guerin@ird.fr